

W.A.C. Bennett et l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique

David J. Mitchell

Feu W.A.C. Bennett, qui fut premier ministre de la Colombie-Britannique de 1952 à 1972, fut un leader inflexible et coloré dont la personnalité attachante domina l'Assemblée législative de la côte Ouest pendant vingt ans. Son comportement envers la Chambre explique en grande partie que celle-ci ait acquis la réputation d'être une assemblée animée, voire tapageuse. Il s'opposa obstinément à toute proposition de réforme parlementaire, ne démordant pas de sa conception traditionaliste du rôle de l'assemblée. Aussi a-t-on souvent reproché à «Wacky» Bennett de se raccrocher à une conception démodée de la Chambre et de ses délibérations. Le présent article repose en partie sur des souvenirs de Bennett, de ses collègues et de ses adversaires politiques.

Pendant les vingt années où il fut premier ministre, W.A.C. Bennett a été accusé de bien des choses sauf d'être un grand parlementaire. L'attitude qu'il affichait à l'égard de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique fut une source constante de controverses et explique qu'on l'ait traité de dictateur qui se moquait éperdument des finesses et des principes du gouvernement parlementaire. M. Bennett n'avait cependant pas l'étoffe d'un dictateur et ne fut pas non plus un despote parlementaire; il était plutôt habité par une foi profonde et sincère dans les mécanismes législatifs essentiels de l'assemblée à laquelle il attribuait un rôle bien défini, quoique plutôt restreint.

Durant les années où il fut leader du gouvernement, M. Bennett devint l'un des doyens de l'Assemblée de la côte Ouest et le seul député du gouvernement à avoir siégé dans l'opposition. Sa propre carrière avait été marquée par une série d'événements dramatiques et critiques à l'assemblée législative et, ne fût-ce que pour cela, il avait sa façon bien à lui de comprendre le rôle du Parlement. Ses idées sur la Chambre et ses délibérations étaient, bien entendu, très traditionnelles. Il maintint obstinément sa façon de procéder qui consistait à tenir de brèves sessions législatives de printemps de huit ou dix semaines en tout. Tout naturellement,

faut-il dire inévitablement, il renforça l'opposition entre l'exécutif et le législatif. Il aurait certainement souscrit aux propos tenus il y a cent ans par John A. Macdonald selon lequel on aurait tort «de gaspiller le temps de l'assemblée et les deniers du peuple à discuter inutilement de questions gouvernementales abstraites et théoriques.» Cet «homme d'affaires coriace» comme il aimait se décrire, refusa comme inutile la discussion en public et présida aux délibérations de l'assemblée avec une main de fer — mais cela ne l'empêchait pas de comprendre la Chambre: il aimait beaucoup parler, plaisanter, s'amuser avec ses troupes et la tribune du public, railler et ridiculiser l'opposition acculée au pied du mur. À de nombreuses reprises, M. Bennett profita de toute évidence de la dynamique particulière de l'Assemblée de la Colombie-Britannique; le feu roulant des Interpellations et les réparties plaisantes firent partie intégrante de son répertoire politique. Mais en d'autres occasions, l'allure de tortue de la session législative l'ennuyait et l'agaçait tellement qu'il n'acceptait d'être dérangé pendant une sieste ou une partie de rami avec un copain dans son bureau, que pour les votes par appel nominal particulièrement importants. Il était véritablement le maître de la Chambre.

À cette époque, les hommes politiques de la Colombie-Britannique n'étaient pas députés de l'assemblée législative à plein temps. Leur modeste salaire en témoignait bien et la plupart d'entre eux étaient obligés d'avoir des emplois à temps partiel ou à plein temps dans leur circonscription. Une année dans la vie d'un député provincial était ponctuée de réunions sporadiques du parti, de porte à porte dans la circonscription et d'une brève session printanière qui suscitait généralement beaucoup de controverse. Évoquant cette époque, W.A.C. Bennett dira plus tard :

«On ne dilapidait pas l'argent des citoyens; notre session n'était pas très longue — sept à huit semaines et puis les députés pouvaient rentrer dans leur circonscription. Ils n'avaient pas à être des députés à temps plein et ne pensaient pas qu'à l'argent. Ils s'intéressaient à leur circonscription, à leurs commettants et à leur prospérité, ce qui était primordial. Quand ils revenaient à la Chambre, ils y arrivaient reposés et avec de nouvelles idées. Si vous les accaparez pour des sessions interminables qui durent des mois, ils finissent par ne plus savoir en quelle année ils sont! Résultat : ils sont tous fatigués, n'ont plus d'entrain ni d'allant. Et comme ils sont loin de leurs commettants, ils ne sont plus au courant. C'est là la

M. David Mitchell est greffier adjoint à l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Cet article est extrait d'une biographie de W.A.C. Bennett qui sera publiée cet automne par Douglas et McIntyre.

pire chose qui puisse arriver à une démocratie et à un régime parlementaire. Cela ne s'est pas produit sous mon mandat.»

Bien sûr, tout le monde n'était pas d'accord avec le style de M. Bennett, dont l'un des aspects les plus litigieux et les plus critiqués fut de «légiférer par l'épuisement». La Chambre de la Colombie-Britannique s'est taillé la réputation d'être l'une des assemblées les plus animées et divertissantes du Canada, mais jamais les séances ne furent aussi absurdes que lorsque le premier ministre décidait de briser des manoeuvres d'opposition systématique en permettant aux députés de parler jusqu'à épuisement — toute la nuit s'il le fallait. Randolph Harding du NPD a par la suite évoqué ces moments mémorables :

«À mon avis, c'est un problème auquel toutes les assemblées ont eu à faire face. Le gouvernement était résolu à ne pas céder tandis que l'opposition était résolue à empêcher l'adoption de telle ou telle mesure. Alors c'étaient des débats-fleuves qui, en fin de compte, ne signifiaient pas grand chose. On finissait par s'en lasser. Il existe à mon avis un temps limite au-delà duquel l'efficacité d'une personne disparaît. Et cela peut se produire n'importe où. Mais M. Bennett insistait pour que les projets de loi soient adoptés dans un délai fixé. Si certains députés continuaient à poser des questions et à soulever des objections, il leur imposait ces supplices interminables. Lorsque vous siégez longtemps, pendant deux ou trois nuits, vous finissez par être fatigués et un tas de choses qui ne devraient pas passer sont adoptées. Ce n'est pas vraiment une façon très intelligente de faire adopter de grands projets de loi.»

M. Bennett continua par la suite à défendre sa façon de «légiférer par épuisement» en la replaçant dans le contexte de son système :

«Voyez-vous, il y a deux façons d'abrégier une session et ses débats. La première, qui est utilisée dans d'autres parlements, est la clôture, procédure que je n'ai jamais utilisée et n'aurais jamais acceptée d'appliquer. Elle met une fin abrupte au débat. Je voulais donner aux députés toutes les chances de parler. Par conséquent aucun des débats n'était limité et les heures réservées à la discussion étaient raisonnables, sauf lorsque l'opposition, en pleine connaissance de cause — ce que la presse et tout le monde savait parfaitement — faisait carrément de l'obstruction, cherchait à perdre du temps et gaspillait les deniers publics. Je ne les ai jamais forcés à siéger de nuit la première journée, ni la deuxième, ni la troisième. Mais si l'obstruction se poursuivait jour après jour, alors, je les laissais parler. Sans recourir à la clôture, je les laissais parler toute la nuit s'ils le voulaient, sans imposer aucune limite quelle qu'elle soit. Pendant toutes mes années comme premier ministre, il n'y eut que cinq séances qui se sont terminées tard ou ont duré toute la nuit. Ça a suffi. Et je vous assure que l'efficacité de la Chambre s'en est trouvée accrue, les députés gouvernementaux sachant que le premier ministre n'avait pas de temps à perdre et l'opposition, qu'il ne badinait pas et ne supporterait pas les obstructions systématiques. En cas d'obstruction, voyez-vous, il faut adopter la même attitude qu'à l'égard de la nature : laisser passer l'orage.»

M. Bennett a toujours eu un leader compétent à la Chambre — comme le procureur général Robert Bonner — pour lui faire éviter les écueils de la procédure parlementaire. Mais en général, il était à l'aise à la Chambre et la tenait bien en main. «Il avait un sens naturel de la Chambre, se souvient M. Bonner. Il savait prendre un

ton dramatique et pouvait modifier l'ambiance de la Chambre tout simplement en y entrant, ce qui constitue un véritable tour de force.» En tant que parlementaire, M. Bennett était d'habitude efficace. On ne peut pas dire que c'était un grand orateur : il terminait rarement une phrase, son vocabulaire était extraordinairement limité et il massacrait la grammaire. Son esprit alerte devançait sa capacité d'élocution et il s'enchevêtrait dans un verbiage aussi confus qu'enthousiaste. On a même pu dire que M. Bennett souffrait d'un handicap de la parole. Il n'en était pas pour autant mauvais orateur; au contraire, si l'art oratoire consiste à savoir influencer les autres, alors M. Bennett avait un grand pouvoir de persuasion. Sa façon de parler avait toujours quelque chose de fascinant. Une élocution marmottante accompagnée d'un perpétuel petit sourire et des gestes saccadés, tels étaient les caractéristiques invariables de ses discours presque rituels. Le leader de l'opposition, M. Robert Strachan, s'en souvient :

«M. Bennett était tout un personnage à la Chambre, je vous prie de me croire. Parfois c'était effrayant, surtout lorsqu'il se lançait dans ce qu'il appelait son «numéro du poisson volant». Cela se produisait environ quatre fois par session et il en connaissait par coeur les moindres mots et les moindres gestes. Les simples députés, eux, connaissaient tous les signaux et applaudissaient, poussaient des acclamations ou des hurras au bon moment. . . Il défilait son arsenal de phrases toutes faites de façon magistrale. . . Cela durait environ une heure et jetait la Chambre dans la plus vive agitation. Il parlait du chemin de fer P.G.E. comme «du plus beau joyau de notre Couronne», et il ressassait tout ce que son parti avait fait, et s'en prenait à cette méchante opposition qui «mettait des bâtons dans les roues». Les socio-démocrates jubilaient et tapaient comme des sourds sur leur pupitre. C'était tout un spectacle. Il n'avait rien dit au sujet du projet de loi en cause, mais cela ne faisait rien. . . pas de grand débat donc, mais un bon numéro de cirque.»

C'était le temps où, d'une certaine façon, le pouvoir politique pouvait s'exercer en Colombie-Britannique sans partisanerie ni polarisation excessives. Pendant les sessions législatives, par exemple, MM. Bennett et Strachan, ou comme ils aimaient s'interpeller «Monsieur le premier ministre» et «Monsieur le chef de l'opposition», prenaient le thé ensemble une fois par semaine. Mais à l'instar de tous les hommes politiques qui réussissent, M. Bennett savait jouer le jeu; une fois en Chambre, il souscrivait pleinement aux paroles du D^r Samuel Johnson : «En traitant votre adversaire avec respect vous lui donnez un avantage auquel il n'a pas droit.» M. Dan Campbell, ministre social-démocrate du cabinet a dit, se souvenant de l'impression que le premier ministre lui avait faite lors de ses débuts à l'Assemblée : «Je le trouvais très dynamique. Je me souviens qu'une fois, je l'avais trouvé trop dur à l'égard de Strachan en Chambre. Je m'avançai pour lui dire qu'à mon avis il aurait pu être un peu moins sévère à l'égard du chef de l'opposition. Il m'interrompit pour me déclarer : «Eh bien, jeune homme, si vous pensez être à un pique-nique de l'école du dimanche, libre à vous d'y retourner. Votre place n'est pas ici!»

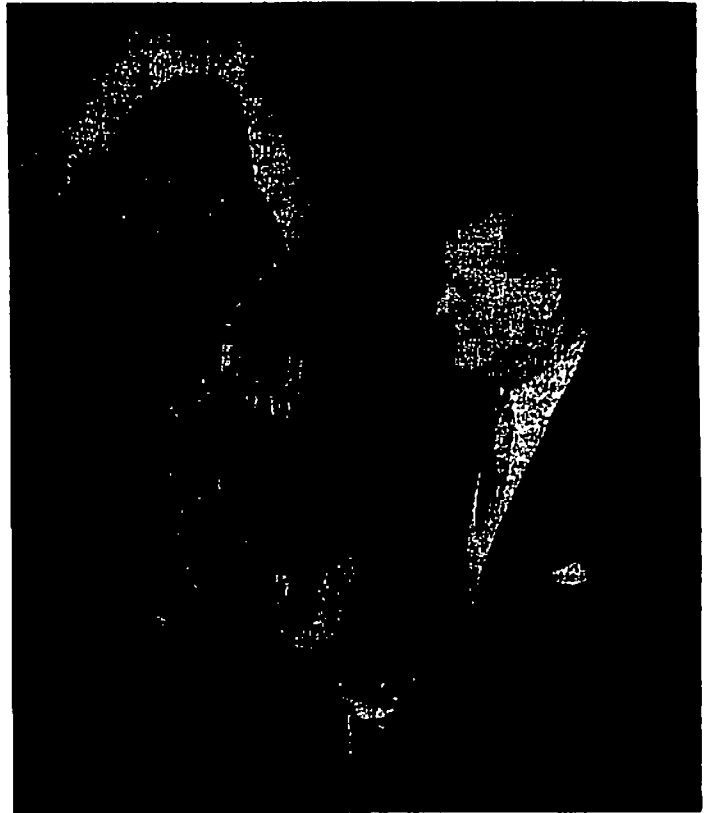
Malgré la conception traditionaliste et plutôt étroite que M. Bennett se faisait du rôle de l'assemblée législative, ou peut-être à cause de cela, cette assemblée n'a jamais été aussi féconde que pendant les années où il fut premier ministre. Les sessions étaient courtes, la suite des événements rapide. Les médias

avaient de façon régulière, bien que saisonnière, leur ration de spectacles excellents et bizarres. Si les gouvernements de M. Bennett réussirent toujours à adopter toutes les mesures législatives au programme, les partis d'opposition s'acquittèrent bien aussi de leur rôle de chiens de garde du pouvoir exécutif. Des deux côtés de la Chambre, on comprenait les règles et les limites du jeu et on savait en tirer parti. La vitalité de la démocratie parlementaire de la côte Ouest s'explique aussi par la personnalité des députés qui formaient l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique.

À cette époque-là, les politiciens étaient des personnages, des êtres tout d'une pièce. Prenons l'exemple du contraste saisissant entre M. Robert Bonner, procureur général, assis aux premiers rangs du gouvernement, un homme qui s'exprimait avec aisance, mondain, toujours bien préparé, arborant un air de supériorité, toujours prêt à rire, même si peu d'autres riaient avec lui, et, à ses côtés, M. Phil Gaglardi, ministre des Routes, maître incontesté de la grandiloquence et de l'emphase, dont les inepties et la voix de stentor faisaient retentir les voûtes de l'Assemblée. Jusqu'en 1960, M. Tom Uphill siégea sur les bancs de l'opposition comme député travailliste indépendant. Figure légendaire et folklorique de la scène politique de l'Ouest, c'était un farceur de premier ordre. Un jour, il distribua à ses collègues à moitié endormis des exemplaires d'un magazine parisien contenant des photos de femmes peu vêtues. Si l'on voyait un député plié en deux ou se tordant de rire dans les couloirs de l'Assemblée, c'était habituellement parce qu'il venait de déchiffrer un message du bon vieux Tom. Il y avait Robert Strachan avec son magnifique accent irlandais et son air d'homme sérieux mais outré. Sous d'autres cieux, M. Strachan serait devenu premier ministre, mais grâce à W.A.C. Bennett, il demeura leader de l'opposition pendant presque quinze ans. Il y avait aussi d'anciens crédlistes, comme William Chant, sur lesquels on pouvait compter chaque session pour faire un grand discours sur les théories monétaires du Crédit social. On pouvait régulièrement s'attendre que les rangs de l'opposition crient à l'unisson : «A plus B! A plus B!» (Allusion au théorème A plus B, qui faisait parti intégrante de la théorie monétariste du Crédit social, développée par le major C.H. Douglas, en Angleterre, pendant les années 1920.)

Et puis il y avait le vieil ami de M. Bennett, Waldo Skillings, qui finit par accéder à la Chambre en 1960 et fut un whip aimable mais irascible. Skillings qui avait la réputation d'en venir rapidement aux poings, défiait souvent les députés de l'opposition de «le retrouver dehors». Un jour, alors que l'opposition avait décidé de bloquer l'adoption du budget des dépenses du premier ministre, Skillings et Bennett décidèrent de monter à la salle à manger de l'Assemblée pour y prendre une tasse de thé. Les surprénant, un député NPD se mit à réprimander le premier ministre pour sa conduite, lui reprochant de se détendre alors qu'il aurait dû être à la Chambre. Skillings ne pouvant tolérer un tel manque de modération, se dressa subitement et frappa du poing le député injurieux qui roula au bas des escaliers. Se relevant indemne, ce dernier remonta les marches et, après avoir donné un grand coup de pied dans les jambes de Skillings, quitta prestement la salle à manger. Skillings lui courut après en boitant mais, heureusement sans doute, ne put le rattraper. Il y avait aussi l'obscur Agnes Kripps, député du crédit social de Vancouver-South, qui, un jour, souleva la Chambre de rire en proposant de supprimer le mot offensant

«sexe» du vocabulaire de la côte du Pacifique, pour le remplacer par «BOLT» (*Biology of Living for Today*). Ses collègues n'en croyaient pas leurs oreilles. «I'm bolt upright just listening to you», s'écria un député. La pauvre Mme Kripps chercha en bredouillant à poursuivre mais un de ses collègues du gouvernement lui cria : «It's okay for the bolts but what about the nuts?»



W.A.C. Bennett, ici en compagnie du lieutenant-gouverneur George Pearkes, avait une conception étroite du rôle de l'Assemblée. (Archives de la province de la Colombie-Britannique)

Tous les présidents qui se sont succédés à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique sous les gouvernements de W.A.C. Bennett ont joui de l'indépendance et du respect nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions. Sur un point cependant, celui de la réforme législative, le premier ministre est demeuré inflexible. La procédure de la Chambre n'avait subi aucun changement depuis 1930; les modifications adoptées ou mises à l'essai dans d'autres assemblées étaient tout simplement ignorées. Le premier ministre aimait les choses comme elles étaient et faisait connaître à tous son point de vue traditionnel. M. Bennett s'opposait à l'institution d'une période quotidienne de questions orales et ne voyait pas à quoi pouvait servir la publication de comptes rendus réguliers et complets. Les comités de l'assemblée se réunissaient peu souvent durant les sessions, puisqu'ils n'étaient que rarement saisis de questions importantes. Le premier ministre ne voyait pas non plus, ou refusait de voir, pourquoi la Chambre devrait s'assurer les services d'un vérificateur général indépendant, alors que son propre contrôleur général

vérifiait les livres du gouvernement. Il ne voyait pas davantage pourquoi on voulait améliorer les installations et les services offerts aux députés, ou encore augmenter leur salaire : les représentants du peuple devaient vivre comme des gens ordinaires. L'opposition revenait sans cesse à la charge pour réclamer une réforme de la Chambre, mais le gouvernement faisait la sourde oreille à toute velléité de changement d'un système consacré par le temps et dont le fonctionnement était satisfaisant.

Plusieurs années après, M. Bennett défendait encore sa position à ce sujet :

« Les questions qui sont posées à une période de questions ne sont pas celles du jour; ce sont des questions partisans et politiques qui sont posées en vue de se faire du capital politique. D'ailleurs, on n'obtient pas de réponse et, si on en obtient, ce sont souvent des réponses politiques : on ne cherche qu'à marquer des points. Elles ne vont pas au fond des choses. Notre système était bien meilleur. Notre session durait de sept à huit semaines. La première partie de la session était consacrée aux débats sur le discours du Trône pendant lequel chaque député pouvait se lever et parler aussi longtemps qu'il le voulait et dire tout ce qu'il avait à dire. Venaient ensuite le dépôt du budget et le débat sur le budget, et ici encore les députés avaient entière liberté de dire ce qu'ils voulaient sur ce document ou toute autre question. Beaucoup de nouvelles idées venaient à cette occasion enrichir le débat législatif. On passait ensuite au plat de résistance de la session, c'est-à-dire aux prévisions des dépenses, chaque ministre ayant à défendre son salaire et l'enveloppe de son portefeuille, et le premier ministre se devant de défendre l'ensemble du gouvernement. Lorsque j'étais là, l'opposition me pressait de toute part de questions. Les députés pouvaient se lever et parler vingt fois s'ils le voulaient, et poser non seulement une mais cent questions, y compris des questions insidieuses qui étaient les meilleures . . . Ce n'était donc pas quelques petites questions auxquelles on répondait dans une perspective politique à l'ouverture quotidienne de la séance, et qui occupaient le quart du temps de la session alors que nous aurions pu faire du vrai travail. Au contraire la plus grande partie de nos sessions était consacrée aux vraies questions et réponses entre les ministres et l'assemblée. Je voulais que la Colombie-Britannique ait un système favorisant

la participation quotidienne, où chaque député assis à son fauteuil craindrait d'avoir manqué quelque chose s'il n'y était pas. Et à mon avis, le système parlementaire s'en trouvait mieux. Je crois que tout observateur indépendant dirait de l'assemblée législative qu'elle était plus dynamique à cette époque qu'elle ne l'a jamais été depuis . . . et si je m'opposais à la publication d'un compte rendu, c'est parce qu'il aurait contenu beaucoup de choses inutiles. Nous avions les procès-verbaux qui sont le compte rendu officiel des délibérations de la Chambre et sont très importants. Chaque jour le personnel préposé à cette tâche rapportait ce qui se passait à la Chambre. Et il n'y avait pas de secret; tout se faisait ouvertement et tout était noté . . . Je m'y opposais également parce qu'un parlement est comme une société d'exercices oratoires; les députés doivent se trouver en Chambre pour entendre et vivre le débat; ça c'est le parlement . . . Le meilleur parlement est celui où il y a de vrais débats, où tous les députés assis à leur fauteuil se demandent ce que le prochain orateur va dire et prennent des notes. Il n'y a pas de pire parlement que celui où un député peut se dire « je n'ai pas à être présent aujourd'hui, je peux aller jouer aux cartes, qu'être n'importe où ailleurs parce que je puis tout lire dans le compte rendu. Je ne manquerai rien d'important. » Alors les députés ne vont plus à la Chambre; on s'assure seulement qu'il y en a assez pour faire quorum et on se désintéresse de la Chambre . . . c'est la meilleure façon de tuer tout intérêt pour le débat et de détruire le Parlement. Le compte rendu intégral est en train de détruire l'assemblée. »

On pourrait difficilement soutenir que W.A.C. Bennett n'avait pas des idées très arrêtées sur la façon dont l'assemblée législative devait fonctionner. On lui reprocha bien entendu de ne pas être plus ouvert aux projets de réforme législative. Pourtant, malgré sa conception plutôt statique de l'assemblée, la Chambre dont il était le maître, était très dynamique. Certains soutiennent à présent que les modifications qui sont intervenues depuis le départ de M. Bennett ont fait de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique une tribune moins intéressante pour les gouvernements et les oppositions qui s'y sont succédés.

(traduit de l'anglais)